



Simon Ndong Edzo et ses collègues viennent de décider d'une grève illimitée dans le secteur éducation.



Louis Patrick Mombo rappelle que cette décision est due au mépris affiché par le gouvernement.



En dépit de la pluie, les enseignants ont fait le déplacement pour décider de l'entrée en grève illimitée.

Ambroise Reteno

Réunie en assemblée générale, ce 12 novembre, au plateau sportif de la citée Awendjé, dans le 4^{ème} arrondissement de la commune de Libreville, les membres de la Convention nationale des enseignants du secteur éducation (Conasysed) ont, après un mouvement d'humeur d'avertissement de deux semaines, décidé d'une entrée en grève illimitée.

Cette décision radicale, selon le secrétaire général de la Conasysed, Louis Patrick Mombo, est le fait que depuis le lancement du mouvement de grève des enseignants, les négociations avec le gouvernement sont au point zéro. Aucun contact n'a été établi entre les autorités et les responsables de la Conasysed pour une sortie de crise.

Par la suite, l'assemblée s'est penchée sur le cas de l'harmoni-

sation des coefficients qui est une bonne chose en soi, mais dont la mise en pratique était conditionnée à des préalables, notamment le désengorgement des effectifs pléthoriques par la construction de deux cents établissements sur l'ensemble du territoire national et la formation de milliers d'enseignants qui combleraient le déficit constaté. Ces préalables visaient l'optimisation du capital humain et la promotion d'une élite capable de mettre sur pied les fondements nécessaires à la prospérité du pays.

Mais à la surprise générale et contre toute attente, on assiste à une précipitation ubuesque. Selon Louis Patrick Mombo, Jean Eyene Bekale, directeur général de l'enseignement scolaire, serait l'initiateur des « réformatives » rétrogrades, à savoir, l'uniformisation des coefficients, la généralisation de l'APC, la non organisation

des concours interne de l'Ecole normale supérieure (ENS), la fraude aux examens et la nouvelle trouvaille, le double flux. Ce dernier serait assisté du conseiller Ngaba, de Gertude Boundono, inspecteur général des services et enfin, du conseiller financier, Alain Valérie Bourbou Boussambe. Ces personnalités sont, d'après le leader syndical, les véritables dirigeants du ministère de l'Education nationale et à l'origine de la « pagaille » dans le secteur éducation.

Au regard de l'état de dégradation du système éducatif gabonais et du décalage entre la réalité et les décisions politiques suicidaires prises par ces personnalités précitées, les enseignants se sont accordés sur le fait qu'« accepter le double flux, c'est encourager le gouvernement à ne pas construire des établissements et notre détermination doit nous amener à

prendre des décisions à la hauteur du mépris de nos gouvernants; en tête desquels, se trouve un usurpateur honni du peuple ».

Aussi se sont-ils indignés des mensonges outranciers du Premier ministre Franck Emmanuel Isoze Ngondet, qui lors de sa déclaration de politique générale, a reconnu l'effectivité de la construction de vingt-trois établissements. Ce qui, pour eux, est un pur mensonge, car en sept ans de magistère d'Ali Bongo, aucune école, aucun collège, aucun lycée, aucune université n'a été construit. Ces différents gouvernements successifs se sont inscrits dans une logique de transformation, de mutation, de conversion d'établissements existants, comme c'est le cas avec la fermeture de plusieurs écoles primaires et leur conversion en collèges d'enseignement secondaire, l'exemple le plus patent étant

celui du Lycée de l'excellence.

« Notre détermination doit être à la hauteur de leur mépris »

Reprenant les propos du Premier ministre qui annonçait que « ce septennat » usurpé « serait celui de la formation de la jeunesse gabonaise et que des efforts seront faits dans le domaine de l'éducation et de la formation », les enseignants ont répondu qu'au regard de ce qui est fait depuis le départ de Michel Menga de la tête du ministère de l'Education nationale, ce sont des politiques de décapitation et de démantèlement de l'école gabonaise qui sont mises en œuvre. C'est un génocide intellectuel dont les conséquences tragiques feront de notre pays la risée de tous les Etats qui se veulent sérieux et ne peuvent pas reléguer au dernier plan les problèmes de l'enseignement, un des domaines régaliens de l'Etat.

Prenant à son tour la parole, le délégué général de la Conasysed, Simon Ndong Edzo, a dénoncé « la démission du gouvernement face aux maux qui minent le secteur éducation » et rappelé que les revendications contenues dans le cahier des charges portent sur le paiement intégral de la Prime d'incitation à la performance (PIP) du 3^{ème} trimestre de l'année 2015, l'organisation du concours professionnel d'entrée à l'Ecole normale supérieure, la restitution des bons de caisse des mois de mars à août 2015.

Dans la même foulée, le paiement des omissions de LA Prime d'incitation à la fonction enseignante (Pife), la régulation des situations administratives des enseignants du pré-primaire, primaire, secondaire et de l'Enseignement normal, l'annulation des affectations arbitraires (cas du bureau provincial de la Nyanga) et le retour d'un climat sécuritaire.

Autant de doléances dont la satisfaction garantirait la reprise effective des cours, mais au regard du mépris et du mutisme de Florentin Moussavou, la rentrée est et restera un projet, car comme l'a indiqué un des intervenants, « notre détermination doit être à la hauteur de leur mépris ». Il n'y aura pas cours dans tous les établissements publics du pays. Une décision prise à l'unanimité par les syndicalistes et autres enseignants membres de la Conasysed et de Dynamique unitaire. Conséquence : les salles de classe des établissements publics chercheront toujours désespérément des enseignants durant les semaines à venir. Les syndicalistes réclament la satisfaction totale de toutes les revendications contenues dans le cahier des charges, actuellement sur la table du ministre de l'Education nationale, avant d'envisager une quelconque reprise des cours.

Crise Economique/Enseignement supérieur

Les étudiants victimes collatérales de la politique d'austérité

Merlin Mbina

Les caisses de l'Etat sont presque vides et le Gabon traverse une crise financière aigue comme l'a reconnu le ministre de l'Economie, Régis Immongault Tatangani, la semaine dernière, en affirmant : « La



peut continuer ainsi ? Au niveau de la restauration de l'étudiant, le ticket, aujourd'hui, coûte 150 Fcfa. Est-ce que ça tient encore la route ? Est-ce que l'Etat, aujourd'hui, peut fournir un logement à chaque étudiant ? Faut-il ouvrir ces pans à